

**Gonseth** Ruth (G, BL) présente au nom de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) le rapport écrit suivant:

1. Le 94e rapport sur la part des cantons au bénéfice net de la Régie fédérale des alcools, RFA, (dîme de l'alcool) couvre les exercices 1988/89, 1989/90 et 1990/91.

2. Par modification de la Constitution fédérale (art. 32bis al. 9), la part du bénéfice net de la Régie fédérale des alcools (RFA) qui est versée aux cantons est passée depuis l'exercice 1985/86 de 5 pour cent à 10 pour cent. Les cantons sont tenus d'employer la totalité de cette part pour «combattre dans leurs causes et dans leurs effets l'alcoolisme, l'abus des stupéfiants et autres substances engendrant la dépendance, ainsi que l'abus des médicaments».

3. L'ordonnance du Conseil fédéral du 26 février 1986 concernant la répartition de la fortune de la Régie fédérale des alcools en faveur des cantons disposait que la moitié de la fortune de la RFA serait versée aux cantons. Il a été prévu que ce transfert s'effectuerait en cinq annuités, dont la première a été versée au cours de l'exercice 1986/87, à charge pour les cantons d'employer 10 pour cent de la somme aux mêmes fins que la dîme de l'alcool. Les trois dernières annuités ont donc été versées au cours de la période couverte par le 94e rapport.

4. Montant et origine des fonds à utiliser par les cantons

Part des cantons au bénéfice net:

1988/89	22 337 269 fr.
1989/90	19 274 934 fr.
1990/91	21 071 383 fr.
Total	62 683 586 fr.

10 pour cent des parts aux 3e, 4e et 5e annuités (3 fois 2 229 626 francs)

Total 6 688 878 fr.

Montant total affecté 69 372 464 fr.

5. A ce jour, les chiffres concernant l'emploi de ces ressources étaient publiés dans la Feuille fédérale canton par canton. Pour des raisons d'économie, et sur recommandation de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, ce ne sera plus le cas désormais. Il est toutefois toujours possible de les obtenir auprès de l'Office fédéral de la santé, ou de les y consulter directement.

6. En raison de la baisse qui touche la consommation de boissons distillées, les recettes de la RFA sont en diminution depuis quelques années. Si cette évolution est en soi réjouissante, on observe parallèlement que la RFA subit une augmentation des charges, pratiquement au rythme de l'inflation. Les coûts de l'utilisation de l'excédent de fruits et de pommes de terre ont avant tout augmenté de façon importante. Ces deux tendances contradictoires – diminution des recettes, augmentation des charges – se traduit nécessairement par une baisse du bénéfice net, et donc de la part versée aux cantons au titre de la dîme de l'alcool. Il y a lieu, par conséquent, de s'interroger sur les moyens qui permettraient de compenser ce manque à gagner.

7. Se conformant en cela à l'obligation qui leur est faite par la constitution, tous les cantons ont utilisé au moins 10 pour cent de la part qui leur a été versée au titre de la dîme de l'alcool pour lutter contre les causes et les effets de la consommation de substances engendrant la dépendance.

#### Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, vom Bericht Kenntnis zu nehmen.

#### Proposition de la commission

A l'unanimité, la commission propose de prendre connaissance du rapport.

#### Angenommen – Adopté

#### An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.093

### Schutz und Nutzung grenzüberschreitender Wasserläufe und internationaler Seen. Übereinkommen

### Protection et utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Convention

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. November 1993 (BBI 1994 I 261)

Message et projet d'arrêté du 24 novembre 1993 (FF 1994 I 253)

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

**Blatter** Ulrich (C, OW) unterbreitet im Namen der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie (Urek) den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Die Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) hat anlässlich ihres Umweltschutztreffens in Sofia vom 16. Oktober bis 3. November 1989 die Ausarbeitung eines Rahmenübereinkommens zum Schutz und zur Nutzung grenzüberschreitender Wasserläufe und internationaler Seen beschlossen und die Uno-Wirtschaftskommission für Europa (ECE/Uno) mit der Aushandlung beauftragt. Die Grundprinzipien und wichtigsten Elemente des auszuarbeitenden Übereinkommens wurden jedoch bereits in den Beschlüssen von Sofia festgelegt.

Die Regierungsberater für Umwelt- und Gewässerschutzfragen der ECE/Uno haben an ihrer dritten Tagung (26.2. bis 2.3.1990) eine Arbeitsgruppe für Gewässerschutzprobleme mit der Ausarbeitung des Übereinkommens beauftragt. Diese verfasste in fünf einwöchigen Sitzungen zwischen Mai 1990 und Oktober 1991 einen unterschriftsreifen Entwurf. Das Übereinkommen wurde anlässlich der fünften Tagung der Regierungsberater für Umwelt- und Gewässerschutzfragen der ECE/Uno am 18. März 1992 in Helsinki unterzeichnet.

Das Übereinkommen wird in Kraft treten, sobald es von 16 Staaten ratifiziert worden ist. Bis zum 24. Januar 1994 haben 26 Staaten das Übereinkommen unterzeichnet und 5 Staaten es ratifiziert.

2. Das Übereinkommen enthält Bestimmungen, die für alle Vertragsparteien gelten (Teil I), und Vorschriften, die speziell für Anrainerstaaten bestimmt sind (Teil II), sowie institutionelle Vorschriften und Schlussbestimmungen (Teil III). Die Verstärkung der Massnahmen zum Schutz ober- und unterirdischer grenzüberschreitender Gewässer ist das erklärte Ziel dieses Übereinkommens. Es verpflichtet die Vertragsparteien, Massnahmen zur Verhinderung, Bekämpfung und Reduktion der Gewässerverschmutzung, wo immer möglich, an der Quelle zu treffen. Für einzelne Branchen oder Industriezweige sind Emissionsgrenzwerte für Schadstoffeinleitungen entsprechend dem Stand der Technik festzusetzen. Das Übereinkommen enthält ferner Bestimmungen über Kontroll- und Überwachungsmassnahmen, Warnung und gegenseitige Hilfe im Krisenfall, gemeinsame Forschungs- und Entwicklungsarbeiten und Informationspflichten gegenüber der Öffentlichkeit.

3. Die Schweiz arbeitet in dieser Hinsicht schon seit den sechziger Jahren mit den Nachbarstaaten zusammen. Schon damals hat sie internationale Vereinbarungen zum Schutze des Rheins, des Bodensees, des Lac Léman und der italienisch-schweizerischen Grenzgewässer abgeschlossen. Die Bestimmungen des ECE/Uno-Übereinkommens gehen nicht über die im Rahmen dieser Zusammenarbeit bereits eingegangenen Verpflichtungen hinaus. Die Schweiz möchte aber durch ihre Mitwirkung vor allem ein Zeichen der Solidarität setzen und dazu beitragen, dass die internationale Zusammenarbeit im Gewässerschutz europaweit gefördert wird. Der Schweiz liegt insbesondere daran, bestehende Erfahrungen im Geiste

der Ministerkonferenz von Luzern «Umwelt für Europa» (April 1993) an die zentral- und osteuropäischen Staaten zu vermitteln. Dieses Engagement hat weder eine Personalverstärkung noch eine Erhöhung der finanziellen Mittel zur Folge. Dafür stehen uns nämlich Kredite zur Verfügung, die für die Osteuropahilfe bestimmt sind.

**Blatter** Ulrich (C, OW) présente au nom de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (Ceate) le rapport écrit suivant:

1. Réunion à Sofia du 16 octobre au 3 novembre 1989 pour débattre de la protection de l'environnement, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avait décidé alors l'élaboration d'un accord-cadre sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. C'est à la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU) qu'avait été confié le soin de négocier ce texte, dont les grandes lignes avaient cependant déjà été arrêtées à Sofia même.

A l'occasion de leur troisième réunion (du 26.2. au 2.3.1990), les conseillers des gouvernements des pays de la CEE/ONU pour les problèmes de l'environnement et de l'eau ont chargé le groupe de travail compétent pour les questions de protection des eaux d'élaborer un texte. En cinq sessions d'une semaine, échelonnées de mai 1990 à octobre 1991, ce groupe de travail a mis au point un projet définitif. La convention a été signée lors de la cinquième session des conseillers des gouvernements des pays de la CEE/ONU pour les problèmes de l'environnement et de l'eau, qui a eu lieu le 18 mars 1992 à Helsinki. La convention prendra effet dès qu'elle aura été ratifiée par 16 pays. A la date du 24 janvier 1994, elle avait été signée par 26 Etats, et ratifiée par 5.

2. Les dispositions de la convention sont de trois ordres: d'abord, celles qui sont applicables à toutes les Parties (partie I), ensuite, celles qui sont applicables aux Parties riveraines (partie II), enfin, les dispositions institutionnelles et les dispositions finales (partie III). Conformément à l'objectif visé par la convention, à savoir, le renforcement des mesures de protection des eaux superficielles et souterraines transfrontières, les parties contractantes sont tenues de prendre des mesures visant à éviter et à combattre la pollution des eaux, si possible à la source. D'autre part, pour différents secteurs industriels ou branches de l'industrie, il devra être déterminé, compte tenu des meilleures technologies disponibles, des valeurs limites d'émission pour les rejets de polluants. Enfin, il est prévu des mesures de surveillance des eaux, des systèmes d'alerte et d'assistance mutuelle en cas de situation critique, des activités communes de recherche et de développement, ainsi que l'accès du public aux informations concernées.

3. En matière de protection des eaux, la Suisse coopère depuis les années soixante avec les Etats voisins. Ainsi, elle avait déjà conclu à l'époque des accords internationaux visant à protéger le Rhin, le lac de Constance, le lac Léman et les eaux italo-suisse. En ratifiant la convention, la Suisse ne s'engage pas au-delà de ce que prévoient ces textes. Mais elle souhaite manifester par là sa solidarité avec les autres pays signataires, de même qu'elle espère que ce geste contribuera à intensifier la coopération européenne dans le domaine de la protection des eaux. Plus particulièrement, elle voudrait faire part de son expérience propre aux pays d'Europe centrale et orientale, conformément à l'esprit des résolutions prises lors de la conférence des ministres qui a eu lieu à Lucerne en avril 1993 sur le thème: «Un environnement pour l'Europe». Cet engagement ne se traduira pour la Suisse par aucune dépense supplémentaire, ni en termes de personnel, ni en termes de moyens financiers, étant donné qu'il entre dans le cadre des crédits déjà débouqués au titre de l'aide aux pays d'Europe de l'est.

#### *Antrag der Kommission*

Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie beantragt einstimmig, auf die Vorlage einzutreten, das Übereinkommen zu genehmigen und den Bundesrat zu ermächtigen, es zu ratifizieren.

#### *Proposition de la commission*

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie propose, à l'unanimité, d'entrer en matière sur le projet, d'approuver la convention et d'habiliter le Conseil fédéral à la ratifier.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

#### *Detailberatung – Discussion par articles*

#### **Titel und Ingress, Art. 1, 2**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Titre et préambule, art. 1, 2**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Angenommen – Adopté*

#### *Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

115 Stimmen

Dagegen

2 Stimmen

#### *An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

91.071

## **Krankenversicherung. Revision Assurance-maladie. Révision**

#### *Differenzen – Divergences*

Siehe Jahrgang 1993, Seite 1897 – Voir année 1993, page 1897

Beschluss des Ständerates vom 15. Dezember 1993

Décision du Conseil des Etats du 15 décembre 1993

**Segmüller** Eva (C, SG), Berichterstatterin: Der Nationalrat hat in der Herbstsession in Genf die Revision des Krankenversicherungsgesetzes behandelt und die Vorlage mit rund 75 Differenzen an den Ständerat überwiesen.

Der Ständerat hat uns nach seiner Differenzbereinigung in der Wintersession das Gesetz mit rund 35 Differenzen zurückgeschickt. Er ist uns weit entgegengekommen. Die überwiegende Zahl der noch bestehenden Differenzen betrifft auch nicht schwerwiegende Dinge, so dass die Mehrheit Ihrer Kommission Ihnen wieder ungefähr in der Hälfte der Fälle empfiehlt, dem Ständerat zu folgen.

Insbesondere beantragen wir Ihnen bei folgenden Bestimmungen, dem Ständerat zuzustimmen: bei Artikel 26, wo es um die wissenschaftlichen Methoden geht; dies allerdings knapp, ein Minderheitsantrag ist dort gestellt.

Bei Artikel 32, wo es um die Psychotherapeuten geht, stimmen wir ebenfalls dem Ständerat zu, weil sich inhaltlich nichts ändert. Die besondere Hervorhebung im Gesetz drängt sich eigentlich nicht auf.

Die wichtigste Zustimmung zum Ständerat haben wir in den Artikeln 46 und 47, bei den ausserordentlichen Massnahmen zur Kosteneindämmung, gegeben. Wir verzichten auf das Instrument der Globalbudgetierung im ambulanten Bereich und stimmen dem Ständerat zu, dass für ausserordentliche Lagen ein Tarif- und Preisstopp eingeführt werden kann. Der Verzicht auf die Globalbudgetierung im ambulanten Bereich kam deshalb zustande, weil wir in Genf nur mit einer Differenz von drei Stimmen dieser Globalbudgetierung zugestimmt hatten und

## **Schutz und Nutzung grenzüberschreitender Wasserläufe und internationaler Seen. Übereinkommen**

### **Protection et utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Convention**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.093
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.02.1994 - 14:30
Date	
Data	
Seite	12-13
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 744

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.